

Le président

JPB/JG. N°449/2016
Montreuil, le 15 juin 2016

Monsieur Etienne Caniard

Président de la FNMF
255, rue de Vaugirard

75015 PARIS

Monsieur le président,

Les groupements des Mutuelles de France ont pris connaissance de l'invitation faite à Manuel Valls d'intervenir à l'occasion de la prochaine assemblée générale de la FNMF. C'est peu dire que cette initiative est mal comprise et appréciée très négativement.

S'il est de tradition de recevoir le président de la République lors de nos congrès, d'échanger avec le ministre de la santé à l'occasion des journées de rentrée, inviter un représentant du gouvernement à ce moment démocratique de travail et de décision collective que sont nos assemblées générales, est une innovation dont nous nous serions volontiers passés.

Cette initiative est encore plus mal venue dans le contexte actuel. L'utilisation de tous les artifices anti-démocratiques permis par la V^{ème} République (que d'aucuns ont naguère qualifié de « coup d'état permanent ») pour imposer la casse des textes fondamentaux de notre système social, contre la majorité du pays et de l'Assemblée nationale, provoque une tension extrême. Ce gouvernement a fait le choix de s'isoler pour imposer une loi rejetée par la quasi-totalité des organisations représentatives des salariés et des employeurs, à l'exception de la CFDT, de la CFTC et du MEDEF, c'est sa seule responsabilité et nous n'avons pas à la partager.

De plus, comment interpréter que nous donnions une tribune, au détriment de nos débats démocratiques, au chef d'un gouvernement qui a trahi tous les engagements pris lors des campagnes électorales et après les élections devant notre congrès de Nice. Manuel Valls vient-il nous annoncer la baisse des taxes qui accroissent le renoncement à la complémentaire santé et donc aux soins, taxes que sa majorité s'était engagée à diminuer et que son gouvernement a augmentées ? Vient-il nous annoncer la généralisation de la complémentaire santé, promise à Nice, alors que son gouvernement s'est ingénié à multiplier les dispositifs segmentant les populations selon la technique assurantielle la plus éculée : ANI, appel d'offre ACS, contrats spécifiques pour les retraités ... ? Malheureusement personne ne peut y croire. S'il vient tenir le discours violent et irresponsable qu'il développe dans les médias pour dissimuler la réalité de son isolement, il s'agirait d'une provocation insupportable pour une organisation sociale et démocratique telle que la mutualité.

Les Mutuelles de France sont évidemment favorables à l'organisation de débats sur tous les sujets d'actualité ayant des conséquences sur la santé. C'est le cas de la « loi travail » qui attaque la médecine du travail et accroît la précarité des salariés. Nous regrettons d'ailleurs que la Mutualité Française n'ait pas organisé un véritable échange en son sein sur cette question. Mais le discours d'un représentant du gouvernement ne saurait se substituer à ce nécessaire débat.

En conséquence, et pour ne nous prêter ni au cautionnement d'une politique anti-mutualiste, ni à la stratégie de victimisation du Premier ministre d'un gouvernement et d'une majorité exsangues, les délégués des Mutuelles de France ont décidé de ne pas assister à la péroraison de Manuel Valls. Nous rejoindrons la salle au moment de l'ouverture officielle des travaux. Afin qu'ils se tiennent dans le respect de nos statuts et dans la sérénité qui sied à nos instances, je te demande de veiller à ce que nous puissions accéder sans difficulté à la salle le moment venu. Nous ne comprendrions ni n'accepterions aucune entrave à notre participation. Entre les délégués des groupements adhérents et un quidam, serait-il Premier ministre, la légitimité dans une assemblée générale mutualiste est d'un seul côté.

Je te prie de recevoir, Monsieur le président, mes sincères salutations mutualistes.

Jean-Paul Benoit

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jean-Paul Benoit', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the right.